

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

---

*SÉRIE A/B*

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

---

FASCICULE N° 80

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ  
DE SOFIA ET DE BULGARIE

---

---

ORDONNANCE DU 26 FÉVRIER 1940

**1940**

ORDER OF FEBRUARY 26th, 1940

---

---

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

*SERIES A./B.*

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

---

FASCICULE No. 80

THE ELECTRICITY COMPANY  
OF SOFIA AND BULGARIA

LEYDE  
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS  
A. W. SIJTHOFF



LEYDEN  
A. W. SIJTHOFF'S  
PUBLISHING COMPANY

## COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1940.  
Le 26 février.  
Rôle général  
n° 75.

Ordonnance rendue le 26 février 1940.

ANNÉE JUDICIAIRE 1940

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ  
DE SOFIA ET DE BULGARIE

*Présents* : M. GUERRERO, *Président* ; Sir CECIL HURST, *Vice-Président* ; MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, *juges*.

La Cour permanente de Justice internationale,  
ainsi composée,  
après délibéré en Chambre du Conseil,

Vu les articles 43 et 48 du Statut de la Cour,

Vu les articles 37, 42, 45 et 47 du Règlement de la Cour,

*Rend l'ordonnance suivante* :

Vu la requête, déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 26 janvier 1938, par laquelle le Gouvernement belge a introduit devant la Cour, contre le Gouvernement bulgare, une instance relative à la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie ;

Vu la désignation, par les deux Gouvernements en cause, de leurs agents, savoir : pour le Gouvernement belge, M. J. G. de Ruelle, et, pour le Gouvernement bulgare, M. Ivan Altinoff ;

Vu la désignation par le Gouvernement bulgare — ce Gouvernement, qui ne comptait sur le siège de la Cour aucun juge

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

Order made on February 26th, 1940.

---

1940.  
February 26th.  
General List:  
No. 75.

JUDICIAL YEAR 1940.

[*Translation.*]

THE ELECTRICITY COMPANY  
OF SOFIA AND BULGARIA

---

*Present* : M. GUERRERO, *President* ; Sir CECIL HURST, *Vice-President* ; MM. FROMAGEOT, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, HUDSON, DE VISSCHER, ERICH, *Judges*.

The Permanent Court of International Justice,  
composed as above,  
after deliberation,

Having regard to Articles 43 and 48 of the Statute of the Court,

Having regard to Articles 37, 42, 45 and 47 of the Rules of Court,

*Makes the following Order* :

Having regard to the Application filed in the Registry of the Court on January 26th, 1938, whereby the Belgian Government brought before the Court against the Bulgarian Government a suit with regard to the Electricity Company of Sofia and Bulgaria ;

Having regard to the appointment by the two Governments concerned of their respective Agents, namely : for the Belgian Government, M. J. G. de Ruelle, and, for the Bulgarian Government, M. Ivan Altinoff ;

Having regard to the nomination by the Bulgarian Government—which, having no judge of its nationality in the Court,

de sa nationalité, s'étant prévalu du droit que lui réserve l'article 31 du Statut — de M. Théohar Papazoff pour siéger dans l'affaire ;

Vu l'ordonnance rendue par le Président de la Cour le 28 mars 1938, fixant au 1<sup>er</sup> juin 1938 le dépôt du Mémoire du Gouvernement belge et au 12 septembre 1938 le dépôt du Contre-Mémoire du Gouvernement bulgare, réservant d'autre part pour une ordonnance ultérieure la fixation de délais afférents à la présentation d'une Réplique par le Gouvernement belge et d'une Duplique par le Gouvernement bulgare ;

Vu le Mémoire dûment déposé par le Gouvernement belge le 1<sup>er</sup> juin 1938 (ultérieurement réimprimé le 27 août pour satisfaire à une demande du Gouvernement bulgare) ;

Vu la requête en indication de mesures conservatoires, déposée le 4 juillet 1938 au Greffe de la Cour par le Gouvernement belge, ensemble les télégrammes adressés par l'agent du Gouvernement bulgare au Président de la Cour le 27 juillet 1938 et la lettre de l'agent du Gouvernement belge au Greffier de la Cour du 26 août 1938 ;

Vu l'ordonnance rendue par le Président de la Cour le 27 août 1938, par laquelle, à raison des susdites communications, il a été donné acte au Gouvernement belge du retrait de sadite requête en indication de mesures conservatoires ;

Vu l'ordonnance rendue par le Président de la Cour ce même jour, 27 août 1938, prorogeant au 31 octobre 1938 l'expiration du délai primitivement fixé au 12 septembre pour le dépôt du Contre-Mémoire bulgare ;

Vu l'ordonnance rendue par le Président de la Cour le 22 octobre 1938 accordant au Gouvernement bulgare un nouveau délai expirant le 30 novembre 1938 pour la présentation de son Contre-Mémoire ;

Vu l'exception préliminaire soulevée le 25 novembre 1938 par le Gouvernement bulgare opposant la prétendue incompétence de la Cour ;

Vu l'arrêt de rejet partiel rendu par la Cour le 4 avril 1939, statuant sur ladite exception ;

Vu l'ordonnance du même jour, 4 avril 1939, par laquelle la Cour a prorogé jusqu'au 4 juillet 1939 le délai pour la présentation du Contre-Mémoire bulgare et a fixé jusqu'aux 19 août et 4 octobre 1939 les délais afférents au dépôt d'une Réplique et d'une Duplique ;

Vu le Contre-Mémoire bulgare dûment déposé à la date du 4 juillet 1939 et la Réplique belge dûment déposée à la date du 19 août 1939 ;

availed itself of its right under Article 31 of the Statute—of M. Théohar Papazoff to sit in the case ;

Having regard to the Order made by the President of the Court on March 28th, 1938, fixing June 1st, 1938, as the date for the filing of the Memorial of the Belgian Government and September 12th, 1938, as the date for the filing of the Counter-Memorial of the Bulgarian Government, the fixing of time-limits for the filing of a Reply by the Belgian Government and of a Rejoinder by the Bulgarian Government being left for a subsequent Order ;

Having regard to the Memorial duly filed by the Belgian Government on June 1st, 1938 (subsequently reprinted on August 27th to meet a request of the Bulgarian Government) ;

Having regard to the request for the indication of interim measures of protection filed with the Registry of the Court on July 4th, 1938, by the Belgian Government, and to the telegrams sent by the Agent for the Bulgarian Government to the President of the Court on July 27th, 1938, and the letter of the Agent for the Belgian Government to the Registrar of the Court, dated August 26th, 1938 ;

Having regard to the Order made by the President of the Court on August 27th, 1938, whereby, in view of the above-mentioned communications, the withdrawal by the Belgian Government of the said request for the indication of interim measures of protection was placed on record ;

Having regard to the Order made by the President of the Court on the same date, August 27th, 1938, extending until October 31st, 1938, the time-limit originally fixed to expire on September 12th for the filing of the Bulgarian Counter-Memorial ;

Having regard to the Order made by the President of the Court on October 22nd, 1938, granting the Bulgarian Government a further extension of time expiring on November 30th, 1938, for the filing of its Counter-Memorial ;

Having regard to the preliminary objection raised on November 25th, 1938, by the Bulgarian Government contending that the Court had no jurisdiction ;

Having regard to the judgment upon this objection rendered by the Court on April 4th, 1939, whereby the objection was partially overruled ;

Having regard to the Order made the same day, April 4th, 1939, whereby the Court extended until July 4th, 1939, the time-limit for the filing of the Bulgarian Counter-Memorial and fixed August 19th and October 4th, 1939, respectively as the dates of expiration of the time-limits for the filing of a Reply and Rejoinder ;

Having regard to the Bulgarian Counter-Memorial which was duly filed on July 4th, 1939, and to the Belgian Reply duly filed on August 19th, 1939 ;

Vu le télégramme adressé à la Cour par l'agent bulgare le 2 octobre 1939, ainsi conçu :

« Sofia — 2 octobre 1939 — Ai honneur communiquer Cour que événements récents empêchèrent ma collaboration avec avocat défense bulgare professeur français Gilbert Gidel et que par suite circonstances force majeure résultant guerre suis dans impossibilité présenter Duplique bulgare — Agent Gouvernement bulgare Ministre plénipotentiaire ALTINOFF » ;

Vu le télégramme adressé à la Cour le 3 octobre 1939 par l'agent belge, en réponse à la communication du télégramme du 2 octobre 1939 de l'agent bulgare, ainsi conçu :

« Bruxelles — 3 octobre 1939 — Dans affaire Électricité Sofia Gouvernement belge ne fait pas objection à prolongation durée raisonnable des délais pour tenir compte force majeure *stop* Cependant étant donné que Municipalité Sofia a assigné premier août dernier au pétitoire société belge devant tribunaux bulgares sur base de leurs décisions constatatoires antérieures Gouvernement belge saisira la Cour nouvelle demande mesures conservatoires pour éventualité où procès Sofia serait jugé avant procès La Haye — DE RUELLE » ;

Vu l'ordonnance rendue par le Président de la Cour le 4 octobre 1939, prorogeant au 4 janvier 1940 l'expiration du délai imparti au Gouvernement bulgare pour la présentation de sa Duplique ;

Vu la requête du Gouvernement belge du 17 octobre 1939 en indication de mesures conservatoires ;

Vu la notification de cette requête le 18 octobre 1939 à l'agent du Gouvernement bulgare, avec fixation jusqu'au 24 novembre 1939 du délai imparti pour présenter ses observations écrites éventuelles sur la demande du Gouvernement belge en indication de mesures conservatoires ;

Vu le télégramme de l'agent bulgare du 18 novembre 1939, ainsi conçu :

« Sofia — 18 novembre 1939 — En réponse deuxième requête incidente belge suis chargé Gouvernement bulgare communiquer Cour que par suite guerre agent bulgare placé impossibilité collaborer avec avocats étrangers pour assurer défense bulgare et que par suite nécessité traverser pays belligérants pour arriver La Haye comportant risques sérieux sécurité personne Gouvernement bulgare défend départ juge national Papazoff et agent bulgare *stop* En invoquant cette situation force majeure Gouvernement bulgare se considère non tenu présenter Cour observations demandées tout en déclarant existence multiples raisons rejet demande belge mesures conservatoires — Agent Gouvernement bulgare Ministre plénipotentiaire ALTINOFF » ;

Having regard to the following telegram sent to the Court by the Bulgarian Agent on October 2nd, 1939 :

“Sofia—October 2nd, 1939—Have honour inform Court that recent events have prevented my collaboration with advocate for Bulgarian defence French Professor Gilbert Gidel and that owing to circumstances of *force majeure* resulting from the war am unable present Bulgarian Rejoinder—ALTINOFF Minister Plenipotentiary Agent Bulgarian Government”;

Having regard to the following telegram sent to the Court on October 3rd, 1939, by the Belgian Agent in response to a communication transmitting the telegram of October 2nd, 1939, of the Bulgarian Agent :

“Brussels—October 3rd, 1939—In case Electricity Company Sofia Belgian Government makes no objection to reasonable extension time-limit having regard *force majeure stop* Nevertheless Sofia Municipality having on August 1st brought an action as demandant against the Belgian Company before the Bulgarian courts on the basis of their earlier declaratory decisions Belgian Government will submit to Court new request for interim measures protection in case Sofia action decided before Hague case—DE RUELE”;

Having regard to the Order made by the President of the Court on October 4th, 1939, extending until January 4th, 1940, the time-limit granted to the Bulgarian Government for the filing of its Rejoinder ;

Having regard to the request of the Belgian Government of October 17th, 1939, for the indication of interim measures of protection ;

Having regard to the notification of this request on October 18th, 1939, to the Agent for the Bulgarian Government, and to the fixing of November 24th, 1939, as the date of expiration of the time allowed for the presentation of any observations in writing which he might make upon the request of the Belgian Government for the indication of interim measures of protection ;

Having regard to the following telegram of the Bulgarian Agent, dated November 18th, 1939 :

“Sofia—November 18th, 1939—In reply second Belgian incidental request am instructed by Bulgarian Government inform Court that in consequence of war impossible for Bulgarian Agent collaborate with foreign counsel in preparation Bulgarian defence and that owing to necessity of crossing belligerent countries to reach Hague involving serious risks personal safety Bulgarian Government forbids departure national judge Papazoff and Bulgarian Agent *stop* Having regard this situation of *force majeure* Bulgarian Government does not consider itself bound to submit Court observations asked for but declares many reasons exist for rejection Belgian request interim measures—ALTINOFF Minister Plenipotentiary Agent Bulgarian Government”;

Vu l'ordonnance rendue par la Cour le 5 décembre 1939, statuant sur la requête du Gouvernement belge en indication de mesures conservatoires ;

Vu le télégramme adressé à la Cour le 2 janvier 1940 par l'agent bulgare et ainsi conçu :

« Sofia — 2 janvier 1940 — Ai honneur communiquer Cour que Gouvernement bulgare renouvelle sa communication existence situation force majeure pour raisons contenues dans mes deux dépêches antérieures deux octobre et dixhuit novembre à la suite quoi il se considère non tenu présenter Cour Duplique bulgare dans le délai accordé *stop* Suivant information officielle avocat défense bulgare professeur connu Gilbert Gidel avec lequel État bulgare a uneron [*sic*] engage est mobilisé dans armée française — Agent Gouvernement bulgare Ministre plénipotentiaire ALTINOFF » ;

Vu la lettre du 24 janvier 1940, par laquelle l'agent belge répond à la communication qui lui a été faite du télégramme de l'agent bulgare du 2 janvier 1940 et soumet à la Cour « certaines observations en forme de conclusions » :

« Monsieur le Greffier, — Sous la date du 4 de ce mois, vous avez bien voulu me communiquer le texte d'un télégramme de M. l'agent du Gouvernement bulgare en date du 3 janvier courant, concernant le procès pendant entre l'État belge et l'État bulgare (affaire de la Compagnie d'Électricité de Sofia et de Bulgarie). — Le point de vue exposé par le Gouvernement bulgare dans le susdit télégramme en ce qui regarde la force majeure appelle, de la part du Gouvernement belge, certaines observations que j'ai l'honneur de soumettre à la Cour en forme de conclusions, dont le texte est ci-joint. — Veuillez agréer, etc. — L'Agent du Gouvernement belge : J. DE RUELLE. — *Affaire concernant la Société d'Électricité de Sofia et de Bulgarie.* — CONCLUSIONS. — Vu le télégramme adressé par l'agent du Gouvernement bulgare au Greffier de la Cour, le 3 janvier courant, — Attendu que le Gouvernement belge ne peut admettre la thèse qui s'y trouve énoncée, à savoir que l'état de guerre existant actuellement entre certains pays constituerait une force majeure s'opposant au déroulement du procès, lequel devrait ainsi être remis indéfiniment jusqu'à la fin de la guerre, — Attendu que cette thèse est excessive, frustratoire des droits de la Partie demanderesse et incompatible avec la haute mission de la Cour, — Attendu que ni l'une ni l'autre des Parties en litige n'est impliquée dans le conflit, pas plus d'ailleurs que les Pays-Bas où est établi le siège de la Cour, — Attendu qu'il peut être établi, si cela était contesté, que les communications n'ont pas été interrompues entre ces trois pays, — Attendu d'ailleurs que, si la Cour, qui est gardienne de sa procédure, estimait raisonnable d'accorder à telles fins que de droit une dernière prolongation de délai, le Gouvernement belge n'y ferait pas d'objection, ainsi qu'il l'a déclaré au cours des débats oraux sur l'indication de mesures conservatoires, — Attendu cependant que ce n'est pas de pareille mesure limitée qu'il s'agit dans le télégramme susdit de l'agent du



Having regard to the Order made by the Court on December 5th, 1939, adjudicating upon the request of the Belgian Government for the indication of interim measures of protection ;

Having regard to the following telegram sent to the Court on January 2nd, 1940, by the Bulgarian Agent :

“Sofia—January 2nd, 1940—Have honour inform Court that Bulgarian Government reiterates its statement concerning existence of circumstances of *force majeure* for reasons given in my two earlier telegrams of October 2nd and November 18th in consequence of which it does not consider itself bound to present Bulgarian Rejoinder to Court by date fixed *stop* According to official information advocate for Bulgarian defence well-known Professor Gilbert Gidel has been mobilized in French army—ALTINOFF Minister Plenipotentiary Agent Bulgarian Government” ;

Having regard to the letter of January 24th, 1940, whereby the Belgian Agent replied to the communication transmitting to him the telegram of the Bulgarian Agent of January 2nd, 1940, and submitted to the Court “certain observations in the form of submissions” :

“Sir,—On the 4th instant you were good enough to inform me of the text of a telegram from the Agent for the Bulgarian Government dated January 3rd, regarding the case now pending between the State of Belgium and the State of Bulgaria (the case of the Electricity Company of Sofia and Bulgaria).—The attitude adopted by the Bulgarian Government in this telegram with regard to *force majeure* calls for certain observations on the part of the Belgian Government which I have the honour to submit to the Court in the form of submissions the text of which is attached.—I have, etc.—J. DE RUELLE, Agent for the Belgian Government.—*Case concerning the Electricity Company of Sofia and Bulgaria*.—SUBMISSIONS.—Having regard to the telegram sent by the Agent for the Bulgarian Government to the Registrar of the Court on January 3rd,—Whereas the Belgian Government cannot accept the contention therein set forth, namely that the state of war at present existing between certain countries constitutes a situation of *force majeure* preventing the continuation of the proceedings which should therefore be suspended indefinitely until the end of the war,—Whereas this contention is unreasonable, calculated to obstruct the rights of the applicant Party and inconsistent with the high mission of the Court,—Whereas neither of the Parties to the case is involved in the hostilities and nor are the Netherlands, where the seat of the Court is established,—Whereas it can be established, if the fact be denied, that communications between these three countries have not been interrupted,—Whereas furthermore if the Court, which has sole responsibility for its procedure, should for any reason see fit to grant a final extension of time, the Belgian Government would not raise any objection as it stated in the course of the oral proceedings in regard to the indication of interim measures of protection,—Whereas however no such limited step is contemplated in the above-mentioned telegram of the Agent for the

Gouvernement bulgare, — Par ces motifs, — Plaise à la Cour, — Dire qu'il n'y a pas lieu à suspension de sa procédure, la raison de force majeure étant à tort invoquée par la Partie défenderesse, — Réserver à la Partie demanderesse la possibilité de prendre, le cas échéant, des conclusions complémentaires pour la poursuite du procès, après que la Cour aura rendu la décision ici sollicitée. — Bruxelles, le 24 janvier 1940. L'Agent du Gouvernement belge: J. DE RUELLE »;

Considérant que le juge désigné par le Gouvernement bulgare a été dûment convoqué le 5 janvier 1940 pour le 19 février 1940.

\* \* \*

Considérant, tout d'abord, que la Cour est appelée à apprécier si la prétendue impossibilité de la collaboration d'un avocat étranger et les prétendus risques du voyage à La Haye constituent une force majeure de nature à justifier la non-présentation par le Gouvernement bulgare de sa Duplique à la date du 4 janvier 1940 fixée, après prorogation, par l'ordonnance du 4 octobre 1939 ;

Considérant, à cet égard, d'une part qu'il appartient au Gouvernement bulgare, s'il entend se faire assister par un avocat, de choisir tel avocat national ou étranger dont la collaboration dans les circonstances actuelles lui soit utilement assurée ; — d'autre part qu'il n'est pas établi en fait que jusqu'à ce jour rien se soit opposé et s'oppose aux voyages et aux communications entre la Bulgarie et le siège de la Cour ;

Considérant que les faits allégués ne constituent donc pas une force majeure de nature à justifier le Gouvernement bulgare de ne pas s'être conformé au délai qui lui avait été imparti, et qui expirait le 4 janvier 1940, pour présenter une Duplique ;

Considérant qu'il résulte des Mémoire et Contre-Mémoire respectifs déposés en exécution des ordonnances des 28 mars, 27 août 1938 et 4 avril 1939, que, comme le prévoit l'article 42 du Règlement, d'une part le Gouvernement belge requérant a présenté son exposé des faits, son exposé de droit ainsi que ses conclusions, — et que, d'autre part, le Gouvernement bulgare, défendeur, a fait connaître sa reconnaissance ou sa contestation des faits mentionnés dans le Mémoire belge, son exposé additionnel des faits, ses observations relatives à l'exposé de droit contenu dans le Mémoire belge, son exposé de droit en réponse et ses conclusions ;

Considérant que le Gouvernement bulgare, en s'abstenant aujourd'hui sans raisons valables de présenter une Duplique en réponse à la Réplique belge du 19 août 1939, ainsi qu'il avait la faculté de le faire jusqu'au 4 janvier 1940 conformément à

Bulgarian Government,—For these reasons,—May it please the Court,—To declare that there is no ground for the suspension of its proceedings, the argument of *force majeure* having been wrongfully invoked by the respondent Party,—and to afford the applicant Party an opportunity if need be of presenting additional submissions for the continuation of the proceedings after the Court has rendered the decision here sought.—Brussels, January 24th, 1940. J. DE RUELLE, Agent for the Belgian Government”;

Whereas the judge nominated by the Bulgarian Government was duly convoked on January 5th, 1940, for February 19th, 1940.

\* \* \*

Whereas, in the first place, the Court is called upon to consider whether the alleged impossibility of collaborating with a foreign advocate and the alleged risks of the journey to The Hague constitute circumstances of *force majeure* affording justification for the non-presentation of its Rejoinder by the Bulgarian Government on January 4th, 1940, the date fixed after the extension of the time-limit by the Order of October 4th, 1939;

Whereas, in regard to this question, it is, on the one hand, for the Bulgarian Government, if it desires to have the assistance of an advocate, to select some advocate, of its own or a foreign nationality, whose collaboration in the present circumstances can be effectively secured, and, on the other hand, it has not been established that in actual fact there has been or is up to the present time anything to impede travelling and communications between Bulgaria and the seat of the Court;

Whereas the facts alleged do not therefore constitute a situation of *force majeure* calculated to justify the Bulgarian Government for having failed to observe the time-limit which was granted to it for the filing of a Rejoinder and which expired on January 4th, 1940;

Whereas it appears from the Memorial and Counter-Memorial respectively filed in accordance with the Orders of March 28th, August 27th, 1938, and April 4th, 1939, that, as provided by Article 42 of the Rules, on the one hand, the Belgian Government, the Applicant, has presented its statement of the facts, its statement of law and its submissions, and, on the other hand, the Bulgarian Government, the Respondent, has stated whether it admits or denies the facts set out in the Belgian Memorial, has presented its additional facts, its observations concerning the statement of law in the Belgian Memorial, its own statement of law in answer and its submissions;

Whereas the Bulgarian Government, by now abstaining without valid reasons from presenting a Rejoinder in response to the Belgian Reply of August 19th, 1939, as it had the opportunity of doing up till January 4th, 1940, pursuant to

l'ordonnance du 4 avril 1939 et à la prolongation du délai accordée par l'ordonnance du 4 octobre 1939, ne saurait mettre par là obstacle, de son propre chef, à la suite de la procédure engagée, ainsi qu'à l'exercice régulier des attributions de la Cour conformément à son Statut et à son Règlement ;

Considérant que le Gouvernement belge demande expressément à la Cour, dans ses observations en forme de conclusions en date du 24 janvier 1940, que la procédure ne soit pas suspendue, et que la possibilité lui soit réservée de prendre, le cas échéant, des conclusions complémentaires pour la poursuite du procès ;

Considérant que, dans ces conditions, la procédure écrite doit être considérée comme terminée et que l'affaire se trouve, par application de l'article 45 du Règlement, en état d'être plaidée ;

Considérant que, conformément à l'article 47, alinéa 1, du Règlement, il y a lieu aujourd'hui pour la Cour de fixer la date d'ouverture de la procédure orale ;

Considérant, d'ailleurs, qu'il convient à cet égard de tenir compte du temps nécessaire aux Parties pour la préparation de leurs argumentations orales respectives ;

PAR CES MOTIFS,

La Cour

fixe au 16 mai 1940 la date d'ouverture de la procédure orale dans l'instance introduite devant la Cour par la requête du Gouvernement belge déposée et enregistrée au Greffe de la Cour en date du 26 janvier 1938.

La présente ordonnance a été rédigée en français, les Parties s'étant déclarées d'accord pour que toute la procédure ait lieu en cette langue.

the Order of April 4th, 1939, and the extension of time granted by the Order of October 4th, 1939, cannot thus of its own volition prevent the continuation of the proceedings instituted and the due exercise of the powers of the Court in accordance with the Statute and Rules ;

Whereas the Belgian Government, in its observations presented in the form of submissions on January 24th, 1940, expressly asks the Court that the proceedings shall not be suspended and that an opportunity shall be afforded it, if need be, of presenting additional submissions for the continuation of the proceedings ;

Whereas in these circumstances the written proceedings must be regarded as terminated and the case is, under Article 45 of the Rules, ready for hearing ;

Whereas, under Article 47, paragraph 1, of the Rules, the Court must now fix the date for the commencement of the oral proceedings ;

Whereas furthermore regard must be had in this connection to the time necessary to enable the Parties to prepare their respective oral arguments ;

FOR THESE REASONS,

The Court

fixes May 16th, 1940, as the date for the commencement of the oral proceedings in the suit brought before the Court by the Application of the Belgian Government filed with the Registry of the Court on January 26th, 1938.

The present Order has been drawn up in French, the Parties having agreed that the case should be conducted in that language.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-six février mil neuf cent quarante, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour, et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement belge et au Gouvernement bulgare.

Le Président de la Cour :

(*Signé*) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

(*Signé*) J. LÓPEZ OLIVÁN.

---

Done at the Peace Palace, The Hague, this twenty-sixth day of February, one thousand nine hundred and forty, in three copies, one of which will be deposited in the archives of the Court and the others will be communicated to the Belgian Government and the Bulgarian Government respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,

President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,

Registrar.

---